



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2711  
17 juillet 2020  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE** **OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**



# **Il faut un plan de relance... des luttes des travailleurs !**

## **Santé**

**Le Ségur ne fait pas de cadeaux**

Page 8

## **Logement**

**Expulsions, drames en perspective**

Page 5

## **Liban**

**La population victime des banques**

Page 7

**Leur société**

- Macron à la télévision : "dialogue social" de maîtres chanteurs 3
- 14 juillet : l'armée du capital à l'honneur 3
- Après le remaniement : "Un violeur à l'Intérieur, un complice à la Justice" 3
- Démagogie sécuritaire : Darmanin soigne son extrême droite 4
- Épidémie : les paroles ne remplacent pas les tests 4
- Policiers matraqueurs : la justice n'est pas pressée 4
- Transports publics : au patronat de payer 4
- Expulsions locatives : drames en perspective 5
- Marseille : des habitants contre le bétonnage 5
- Surmortalité des immigrés : victimes du virus et de la pauvreté 5
- Délai de carence : retour à l'anormal 5
- Logements : trop rares, trop chers 5
- Santé : le Ségur ne fait pas de cadeau 8
- 14 juillet : une mise en scène indécente 8
- Martinique : les médecins cubains, un long parcours 8

**Dans le monde**

- Mali : la révolte monte ! 6
- Turquie : Erdogan ne sait plus à quel saint se vouer 6
- Algérie : 130 ans de crimes de l'armée française 6
- Liban : la population victime des banques 7
- Israël : les raisons de la colère 7
- États-Unis : une grève contre un patron de combat 7

**Dans les entreprises**

- Smart - Hambach : emplois sacrifiés sur l'autel du profit 9
- Solvay - Saint-Fons : réaction face au mépris patronal 9
- Main Sécurité-Onet - Strasbourg : travailleurs de la sécurité en colère 9
- Elior Services - banlieue lyonnaise : « héros » au travail, zéro sur la paye, grève ! 9
- Saisonniers immigrés : enfermés avec le Covid 10
- Thales - Pont-Audemer : pas touche aux emplois ! 10
- Inspection du travail : sanction inacceptable 10
- Pauvre petit gars riche 10
- Technicolor - Rennes : non aux licenciements ! 11
- Dassault : aides publiques et chantage à l'emploi 11
- Nokia : contre les suppressions d'emplois 12
- Alinea : sauvez les emplois, pas les profits de Mulliez 12

**Agenda**

- Les fêtes de Lutte ouvrière 3
- Les étapes des caravanes 12

# Le seul plan qui vaille pour les travailleurs : celui de la lutte

Les cérémonies du 14 juillet ont été dédiées aux soignants et à ceux qui ont assuré la continuité de la vie sociale au pic de l'épidémie, et ceux-ci ont, en effet, de quoi être fiers de ce qu'ils ont fait. On ne peut pas en dire autant de l'État, de Macron et du gouvernement, qui ont failli sur toute la ligne.

L'incurie de l'État et les mensonges gouvernementaux face à l'épidémie restent dans toutes les têtes. On n'oublie pas que les soignants ont été envoyés au front sans protection. On n'oublie pas que les Ehpad ont été abandonnés. On n'oublie pas le manque de masques, de lits d'hôpitaux, de respirateurs et de médicaments.

Organiser des défilés, remettre des médailles et distribuer de belles paroles, le pouvoir sait faire ! Mais il est incapable d'organiser la vie économique et sociale pour répondre aux nécessités vitales de la société, car il est formé et dressé pour servir les profits, la rentabilité et les marchés financiers avant toute chose. Et, en matière de santé publique, cela ne pardonne pas.

Avec 30 000 morts, on mesure tout ce que la gestion comptable des hôpitaux a de criminel. Et le Ségur de la Santé n'y a rien changé. Dans les hôpitaux, tout revient à « l'anormal ». Et, comme l'ont affirmé les contre-manifestants du 14 juillet, ce ne sont pas les 183 euros de revalorisation – loin des 300 nécessaires pour combler le retard pris ces dix dernières années – qui feront taire les soignants.

C'est tant mieux, parce qu'on ne changera rien sans se battre collectivement. Tous les moyens nécessaires aux hôpitaux, aux Ehpad, à l'Éducation nationale ou aux transports, il faudra les arracher au gouvernement et au grand patronat.

Il faut que les travailleurs retrouvent le chemin de la lutte collective. C'est une nécessité vitale. Pour récupérer ce que la crise lui a fait perdre, le grand patronat est à l'attaque dans toutes les entreprises : renvoi des intérimaires, suppressions d'emplois, baisse des salaires, fermetures de sites. Il remet en cause les conditions d'existence des travailleurs. Et Macron en est le complice.

Dans l'interview qu'il a donnée à l'occasion du 14 juillet, Macron a fait tout un cinéma en assurant, comme tous les présidents qui l'ont précédé, que l'emploi était sa priorité. Avec le dispositif d'activité partielle de longue durée qui coûtera 30 milliards à l'État, il aurait trouvé le Graal contre les licenciements, « un plan antilicenciement »,

a-t-il affirmé sans rire. Son plan ne marche pas pour sauver les 4 600 emplois à Renault, les 1 000 à Sanofi, les 5 000 à Airbus, les 7 600 à Air France... Il ne fonctionne pas pour empêcher la fermeture de la Smart à Hambach et la saignée dans les magasins du groupe Vivarte. Mais cela ne fait rien, Macron est très content de lui !

De la même façon, il a vanté son plan de relance censé assurer une reprise de l'emploi et la transition écologique. Nourrir le grand capital affamé de milliards, vider les caisses publiques au profit de la grande bourgeoisie, de la finance et de la spéculation, voilà à quoi va nous conduire son plan de relance !

Macron va aider le grand patronat à restaurer sa rentabilité et ses profits, à coups d'exonérations de cotisations patronales, de baisses d'impôts, de prêts et de subventions, et il justifiera toutes les décisions prises par la bourgeoisie, y compris celle de licencier et de jeter dans la misère et la précarité de nouveaux bataillons de travailleurs. C'est ce pour quoi il gouverne et c'est ce qu'il continuera de faire.

Oui, pour faire face à la crise et à la catastrophe sociale, il faudrait un plan. Il faudrait un plan pour la production de médicaments, pour la construction de logements, un plan pour la rénovation thermique... Mais, dans cette société divisée en classes, où la bourgeoisie détient tous les pouvoirs et domine toutes les entreprises, tout plan servira nécessairement à enrichir encore ceux qui le sont déjà.

Le seul plan qui vaille pour les exploités est celui qui leur permettra de garder leur unique richesse : un emploi et un salaire. Personne ne doit perdre son emploi. Personne ne doit être poussé vers la pauvreté. Les travailleurs, qu'ils soient en intérim, en CDD, avec statut d'apprenti, de stagiaire ou d'autoentrepreneur, savent travailler et veulent pouvoir le faire : le travail doit être réparti entre tous sans perte de salaire.

La crise n'a pas fait diminuer les loyers. Les factures n'ont pas baissé et les prix de certains produits ont même flambé : alors les travailleurs ont besoin de toucher leur salaire plein et entier.

Les travailleurs ne se nourrissent pas de promesses, ils doivent manger et nourrir leur famille tous les jours : ils n'y parviendront qu'en adoptant leur propre plan, un plan de combat contre les licenciements et le gouvernement qui les sert.



Le 16 juin à Paris.

# Macron à la télévision : “dialogue social” de maîtres-chanteurs

**Il n’y avait rien de bien nouveau dans le discours présidentiel du 14 juillet : Macron est content de lui, et le grand patronat a également toutes les raisons d’en être content.**

Au cours de cette purge d’une heure et quart, le président a quand même montré le bout de l’oreille et quelque inquiétude en trois occasions.

Lorsque la journaliste Léa Salamé lui a demandé ce qu’il ferait si, comme les travailleurs de Derichebourg, il devait accepter une baisse de salaire de 20% pour espérer conserver son emploi,

Macron est monté sur ses grands chevaux. Il a récusé le terme de « chantage » et affirmé que Derichebourg et les patrons dans le même cas avaient recours au « dialogue social ». En effet, comme le *Parrain*, le patronat fait des propositions que les travailleurs ne peuvent pas refuser. Le travail de Macron est alors de donner à ce rapport de force, à ces

menaces de mort sociale, l’apparence d’un contrat légal.

Interrogé sur sa réforme des retraites, suspendue lors de l’épidémie et vomie par les travailleurs, Macron a patiné. Il ne retire pas sa réforme sur le principe, tout en la retirant dans les faits et en se réservant le droit de la ressortir un jour, sans toutefois dire ni quand ni comment. Un homme du patronat se doit de ne jamais avouer avoir reculé, si peu que ce soit, devant les

travailleurs.

En toute fin d’intervention, Macron a repris ce qu’il avait dit au début à propos des catégories populaires, de la jeunesse, des personnes discriminées en raison de leur couleur de peau, de leur quartier d’origine, etc.

Il voudrait trouver un moyen pour que les exploités approuvent l’ordre social qui les écrase, et le manifestent en participant aux élections, en approuvant les mesures gouvernementales,

en croyant aux promesses d’un avenir meilleur. Et pour cela Macron prétend avoir une recette imparable : refaire le discours mille fois entendu de la république sociale qui veille sur tous ses enfants.

Sans être, comme le président, un expert en art dramatique, il est assez facile de percevoir sa sincérité lorsqu’il affirme en défense des patrons : « *Ce n’est pas du chantage, c’est du dialogue social.* » Avec ça, tout est dit.

**Paul Galois**

## 14 juillet : l’armée du capital à l’honneur

**Ni la comédie gouvernementale sur l’hommage au personnel soignant et aux travailleurs en première ligne durant l’épidémie, ni la brièveté du défilé militaire pour cause de Covid-19 n’auront transformé le caractère du 14 juillet.**

Il aura consisté, comme d’habitude, en la célébration de l’ordre social, de l’armée qui le garantit et de l’unité nationale qui le camoufle.

Macron et sa ministre de la Défense ont réitéré leur promesse d’augmenter les crédits militaires de 1,7 milliard d’euros tous les ans, de façon à porter le budget des

armées à 40 milliards en 2023. Malgré les dizaines de milliards d’euros de matériels en commande, les aides multiples à l’exportation et la symbiose complète entre la haute administration et les marchands de canons, ces derniers ont demandé de la rallonge.

Les politiciens tricolores

ont quant à eux rivalisé de courbettes militaro-patriotiques. Marine Le Pen, allant au-devant des désirs des industriels les plus riches du pays, a demandé qu’on accélère les commandes d’armement. Jean-Luc Mélenchon a insisté pour que l’armée investisse dans la cybernétique et que la Marine ait les moyens de défendre les territoires maritimes français. Le Sénat a pondu un rapport démontrant qu’il fallait non pas un mais deux

porte-avions pour remplacer le *Charles-de-Gaulle*.

D’après le gouvernement, l’armée française volerait de succès en succès sur ses théâtres d’opérations, la Libye et la Méditerranée centrale, l’Afrique de l’Ouest, le Moyen-Orient. Pourtant dans toutes ces zones, loin de mettre fin aux conflits, les militaires français les attisent.

Être le garant de l’ordre social à l’intérieur comme à l’extérieur des frontières, préparer en toute conscience

l’aggravation des conflits armés, défendre aux quatre coins du monde les intérêts des capitalistes nationaux, augmenter par chacun de ses gestes la fortune des industriels français de l’armement, ce sont les missions réelles de l’armée. Le reste, de l’installation-alibi d’un hôpital de campagne à Mulhouse à la légende d’une république démocratique et sociale et aux discours sur l’unité nationale, n’est que propagande.

**P. G.**

## Après le remaniement : “un violeur à l’Intérieur, un complice à la Justice”

**Macron l’avait promis-juré : l’égalité femme-homme devait être une priorité de son mandat. À l’époque, les voix de gauche valaient bien quelques promesses dans l’air du temps.**

Depuis 2017, la situation des femmes n’a pas avancé d’un iota, et le remaniement gouvernemental a illustré le fait que, même sur le plan des symboles, le président a d’autres priorités.

Pour draguer l’électorat

réactionnaire, Macron a nommé Gerald Darmanin au ministère de l’Intérieur. Ce charmant personnage, accusé de viol, avait également qualifié Christiane Taubira de « *tract ambulante pour le FN* ».

Le nouveau ministre de la Justice, Éric Dupond-Moretti, s’est, lui, illustré par ses propos sexistes, défendant le harcèlement de rue. Quant à la nouvelle ministre de l’Égalité femme-homme, Élisabeth Moreno, elle se revendique de son expérience de « patronne de la tech » et du « féminisme d’entreprise ». Pour elle, « *Les blagues à la machine à café sont très importantes. Il ne faudrait pas que les hommes se sentent gênés* », comme elle l’a récemment déclaré.

Dès la passation des pouvoirs entre Castaner et Darmanin, des militantes féministes ont protesté place Beauvau. Rapidement dispersée, leur action a fait tache d’huile, et le 10 juillet, à Paris, Toulouse, Nantes, Bordeaux, Lyon, Grenoble, Lille, des rassemblements se sont déroulés à l’appel de différents collectifs féministes. « *La nomination de Darmanin est un crachat à la gueule de toutes les victimes* », a déclaré une manifestante.

**Line Kovic**



## Fêtes de Lutte ouvrière

**En région parisienne, à Presles - Val-d’Oise**

**Samedi 26 et dimanche 27 septembre**

Le confinement n’a pas permis que la 50<sup>e</sup> fête de Lutte ouvrière ait lieu comme prévu, les 30, 31 mai et 1<sup>er</sup> juin. Ce n’était que partie remise !

**À Lyon**

**Samedi 19 et dimanche 20 septembre**

**À Toulouse**

**Samedi 26 et dimanche 27 septembre**

**À Rennes**

**Samedi 3 octobre**

SERGE D’IGNAZIO



À Paris, le 10 juillet.

## Démagogie sécuritaire : Darmanin soigne son extrême droite

**Le nouveau ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, une semaine après sa nomination, fait preuve d'une agitation rappelant son mentor Sarkozy.**

Au commissariat des Mureaux le 7 juillet, pour honorer la mémoire d'un couple de policiers assassiné chez lui il y a quatre ans, il s'est envolé le soir même pour le Lot-et-Garonne, pour les obsèques d'une gendarme fauchée par un chauffard. Le 12 juillet, le ministre de l'Intérieur choisissait Calais comme destination et la question des migrants pour thème de sa visite.

Le vibrion Darmanin n'agit pas pour son compte, même si les projecteurs qui se braquent sur lui n'ont rien pour le gêner. La ligne politique tracée au nouveau gouvernement par Macron est claire : faire des sujets de sécurité des enjeux de premier plan ; faire des images avec des policiers, des gendarmes, des familles de victimes, multiplier les déclarations viriles et martiales. Même lorsque le 11 juillet Darmanin s'est rendu à Bayonne, pour rendre hommage au chauffeur de bus

décédé après avoir été roué de coups, il a pu se servir de l'émotion populaire bien justifiée pour alimenter sa campagne sécuritaire. Le Premier ministre Castex avait d'ailleurs donné le ton en visitant, pour sa première sortie, un commissariat à la Courneuve, et en se rendant le 10 juillet – accompagné de Darmanin toujours – à Dijon pour rappeler devant les caméras de télévision les affrontements vieux d'un mois dans un quartier populaire.

Le tour de France de Darmanin vise à faire taire la grogne policière, à montrer que le ministre de l'Intérieur est aux côtés de ses troupes. Mais l'enjeu est aussi plus général et à échéance plus lointaine.

Le nouveau gouvernement sera celui de l'impuissance face à l'explosion du chômage et à la montée de la misère, pendant qu'il continuera d'arroser les entreprises à coups de

milliards pour sauver la mise aux actionnaires. Alors, il lui faudra donner le change. Faire de la surenchère sur le terrain sécuritaire et l'assaisonner d'une bonne pincée de démagogie antimigrants pourrait bien être la soupe que Macron servira jusqu'aux prochaines

élections présidentielles. Bien sûr, dans cette course à l'échalote, ce sont les idées et les comportements les plus réactionnaires qui risquent de l'emporter car, avec la crise économique et la dégradation des conditions de vie, la violence voire la barbarie du quotidien amènera du

grain à moudre à toutes les démagogies possibles. Sur ce plan, le nouveau gouvernement est bien parti pour être dans la tête de peloton. Sans oublier qu'en période de crise il pourrait avoir toujours plus besoin de la police pour faire face aux réactions populaires.

**Boris Savin**

## Policiers matraqueurs : la justice n'est pas pressée

**Depuis décembre 2018, une vidéo montrant des CRS en train de s'acharner sur des manifestants réfugiés dans un Burger King circule sur les réseaux sociaux.**

Malgré les images, quatre policiers seulement, sur les treize en action, ont été mis en examen. Le samedi 1<sup>er</sup> décembre 2018, des gilets jaunes avaient trouvé refuge dans ce fast-food pour se protéger des gaz lacrymogènes. Dans la vidéo, on les voit se faire matraquer, couchés au sol et sans défense. L'un d'eux a reçu 27 coups de matraque portés par six policiers différents.

Il aura fallu un an et demi pour que certains policiers puissent être identifiés, car les CRS avaient reçu la consigne d'ôter les marquages au dos qui codent leur identité. Auditionné par la Police des polices, le commandant de la division s'est dit incapable d'identifier les hommes à partir des vidéos, ajoutant que, si lui ne pouvait le faire, personne ne le peut. Et le zèle des

enquêteurs s'est arrêté là.

Une relance de l'enquête a abouti à ce que des agrandissements des vidéos soient réalisés, permettant l'identification de quatre policiers par leur commandant.

Si, aujourd'hui, quelques-uns ont finalement été mis en examen, rien ne dit que la procédure ira jusqu'à un procès, et encore moins jusqu'à une condamnation. Car l'État sait couvrir les matraqueurs qu'il envoie en service commandé contre les manifestants.

**Cécile Seyrig**

## Épidémie : les paroles ne remplacent pas les tests

**La circulation du coronavirus n'est pas stoppée et même, selon les réseaux de surveillance sanitaire, il apparaît qu'elle augmente depuis le début du mois de juillet. Le nombre de foyers infectieux, de clusters, est en hausse.**

En Mayenne où plusieurs clusters ont été comptabilisés, le nombre de cas de Covid a augmenté au point qu'une campagne massive de dépistage a été lancée. Dans d'autres régions, le nombre de cas positifs est en hausse. En Île-de-France par exemple, le risque de reprise de la transmission virale est tel que l'ARS, l'Agence régionale de santé, a fait parvenir des « bons de prescription pour un test de dépistage du Covid-19 » aux habitants de certaines communes.

Oui, pour lutter sérieusement contre l'épidémie, il faut des tests de dépistage. Il faut tester largement, y compris les personnes qui ne présentent pas de symptômes, puis isoler les cas positifs afin de casser les chaînes de transmission, de ralentir, voire arrêter la circulation du virus. En Mayenne, les services de l'État ont ainsi fixé un objectif de 300 000 tests. En

Île-de-France, les bons de prescription ont été envoyés à la population d'une trentaine de grandes villes, entre autres de Seine-Saint-Denis. Le ministre de la Santé Olivier Véran a même annoncé un objectif de 1,3 million de tests pour l'Île-de-France.

Mais la réalité, c'est qu'un simple appel téléphonique vers un laboratoire d'analyses ou tout autre centre de dépistage pour prendre rendez-vous se révèle un véritable casse-tête, avec une attente interminable. Quant aux tests réellement disponibles, au personnel embauché et disponible pour les pratiquer et gérer tout le travail en aval, tout cela fait visiblement défaut.

Le même Olivier Véran avait promis la réalisation de 700 000 tests par semaine au début du déconfinement. Il est resté bloqué au tiers de ses ambitions. Il ne suffira pas de proclamations pour barrer la route au virus.

**Sophie Gargan**

## Transports publics : au patronat de payer

**Valérie Pécresse, présidente de région et présidente d'Île-de-France Mobilités, l'autorité organisant le réseau de transport public en région parisienne, vient d'annoncer qu'elle arrête de financer la RATP et la SNCF.**

Cette décision prive ces deux sociétés, dont l'actionnaire unique est l'État, de 380 millions d'euros par mois, les contraignant à prendre sur leur trésorerie.

Du fait de la pandémie et de la diminution du nombre d'usagers, les recettes ont chuté de 1,6 milliard. L'exonération du versement mobilité (ex-versement transport), payé par les entreprises de plus de dix

salariés, a aussi représenté une baisse de rentrées d'un milliard d'euros.

Aujourd'hui, alors que la fréquentation n'a pas retrouvé son niveau habituel et que la région est engagée dans des investissements qui l'obligent à s'endetter fortement, le manque à gagner lié à la crise du coronavirus est une catastrophe. C'est le cas d'ailleurs pour tous les transports publics

dans les autres villes.

La ministre de la Transition écologique promet un plan de relance du ferroviaire et des transports publics, mais rien n'est encore précisé. Qui recevra ces aides ? Qu'en sera-t-il des collectivités ? Quelles sociétés privées en seront bénéficiaires ? Si les caisses publiques se sont ouvertes sans tarder pour soutenir les plus grandes entreprises, on voit que les transports publics, pourtant très utiles à la population, ne constituent pas une priorité au même titre.

**Inès Rabah**



Dans le métro parisien aux heures de pointe, avant le Covid.

## Expulsions locatives : drames en perspective

**Le gouvernement a annoncé que la trêve hivernale, qui empêche les expulsions locatives, prenait fin vendredi 10 juillet.**

Pour donner le change face au drame prévisible, au moment où les pertes d'emplois se multiplient, il prétend avoir systématiquement recours à des « solutions de relogement », qui sont autant de tromperies.

Pour des raisons sanitaires, la fin de la trêve hivernale avait été repoussée depuis mars. Le gouvernement pouvait faire mine de se préoccuper des classes populaires tout en veillant à mettre en place un fonds d'État pour indemniser les propriétaires.

Avant de quitter son ministère du Logement, Denormandie aura donc pris soin de « rétablir le droit de propriété ». Il lève donc cette protection temporaire des locataires, au moment précis où ils sont des millions à voir fondre leur capacité à payer leur loyer, du fait de la brutale accélération des attaques patronales. Cela laisse imaginer la catastrophe qui se profile. Quant aux soi-disant solutions dont parle le ministre, il ne s'agit pour la plupart que d'hébergements en hôtels

sociaux, auxquels les préfectures peuvent mettre fin à tout moment.

L'annonce de la fin de la trêve a déclenché des protestations de dizaines

d'associations et de collectifs de locataires, ainsi que des manifestations dans certaines villes. La fondation Abbé-Pierre a rappelé que le nombre de personnes

jetées à la rue était déjà en forte augmentation avant le confinement : les expulsions ont augmenté de 40 % en dix ans.

**Thomas Baumer**

## Logements : trop rares, trop chers

L'organisme paritaire Action Logement, ex-1 % Logement, a mis en place, dans le cadre de la crise sanitaire, une aide à la prévention des loyers ou crédits immobiliers impayés.

Cette aide de 150 euros pendant deux mois maximum est réservée aux

salariés du secteur privé et du régime agricole, « ayant subi une baisse de revenu d'au moins 15 % en raison de mesures de chômage partiel, d'un arrêt de travail pour garde d'enfant, ou de la perte de son emploi », ou aux chômeurs. Leur salaire ne doit pas dépasser 1,5 smic.

Dès le premier jour, pas moins de 11 000 dossiers ont été déposés sur Internet.

S'il fallait une preuve que les loyers sont bien trop chers par rapport à des salaires bien trop bas et qu'il y a trop peu de logements sociaux, elle est là.

**V. L.**

## Marseille : des habitants contre le bétonnage

**Depuis le 30 juin, des habitants de la cité qui surplombe la porte d'Aix, à Marseille, se mobilisent contre l'abattage de pins et de tilleuls cinquantenaires. Cet espace vert a été vendu au promoteur Cogedim pour y construire un immeuble de six étages.**

C'était le seul parc public de ce quartier populaire du centre-ville. Lorsqu'il était entretenu, avec des fontaines et de la pelouse, les enfants pouvaient s'échapper quelques heures de leurs appartements vétustes pour y jouer, les chibanis du quartier venaient y prendre l'air. Mais depuis des années il était géré par Euroméditerranée, l'établissement public d'aménagement financé par les collectivités locales, dont la mairie de Marseille, dans le but d'attirer les investisseurs privés. Laisse à l'abandon, il était partiellement en friche. Récemment, il était devenu un lieu de refuge pour les migrants, qui s'y retrouvaient à l'ombre des arbres et autour d'un des

rare points d'eau.

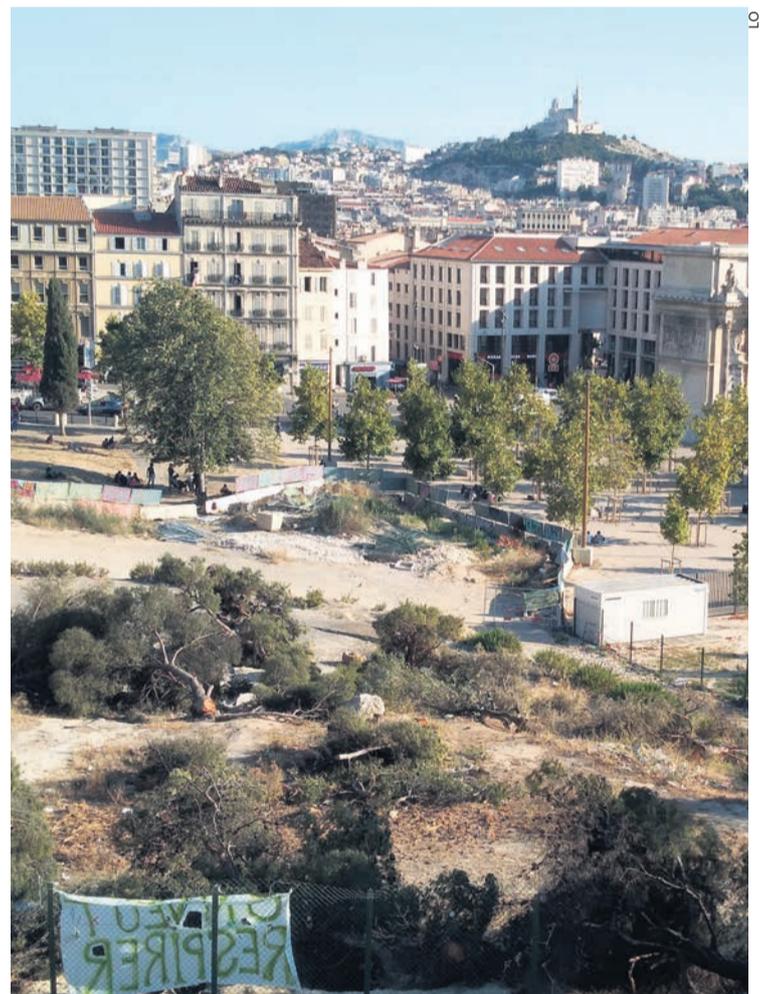
Une fois cet espace vendu par Euroméditerranée au promoteur immobilier Cogedim, celui-ci s'est empressé de faire intervenir la police dès la fin du confinement, pour en chasser les migrants. Et le 30 juin, à peine le second tour des municipales terminé, les habitants de la cité voisine, stupéfaits, ont vu les tronçonneuses découper les premiers arbres.

Se relayant depuis pour empêcher l'abattage de dizaines d'autres arbres, ils ont ralenti le travail des bûcherons par leur seule présence, la police ne pouvant que constater l'occupation du chantier. Pour se débarrasser de ces récalcitrants, le promoteur a dû faire abattre

des arbres à 3 h 30 du matin !

Regroupés dans un collectif, des habitants se relaient chaque matin pour gêner le chantier, expliquer leur action et accueillir la presse locale, qui a fait de nombreux articles. Vendredi 10 juillet, ils ont organisé le ramassage des débris, associant tous ceux du quartier qui voulaient y participer, et ils ont distribué des tracts aux nombreux passants de ce quartier fréquenté. Le succès de cette journée a montré l'attachement de la population à cet espace.

Ils ont aussi envoyé une lettre ouverte à Michèle Rubirola, la nouvelle maire écologiste de Marseille, qui s'était engagée pendant sa campagne à sanctuariser les espaces verts. Bien qu'elle ait déjà pris position contre la construction du futur boulevard urbain dans les quartiers Sud de Marseille, qui y détruirait des pinèdes, elle ne s'est pas manifestée sur l'abattage actuel des arbres dans le centre-ville pauvre, où bien peu d'habitants votent.



Sur la banderole placée par les habitants au pied de leur cité : « On veut respirer ».

Les habitants mobilisés ne se font pas d'illusions et ils comptent poursuivre leurs actions. Et, depuis deux

semaines, ils ont tissé entre eux des liens qui changent l'ambiance de leur cité.

**Correspondant LO**

## Surmortalité des immigrés : victimes du virus et de la pauvreté

Une étude de l'Insee, parue le 7 juillet dernier et portant sur les mois de mars et avril, montre que le coronavirus a fait deux fois plus de victimes parmi les personnes nées à l'étranger, et plus particulièrement en Afrique.

Les raisons sont connues, et elles sont sociales. La pauvreté a favorisé la transmission du virus, avec la densité de population, les logements petits et insalubres, le confinement chaotique, les uns sur les autres

dans les transports, des travailleurs de la santé, du nettoyage, des livraisons... Déjà en juin 2019, l'Ined (Institut national des études démographiques) avait noté le rapport entre la surmortalité chez les Nord-Africains et leurs faibles revenus, les emplois difficiles, l'habitat, les soins *a minima*.

Comme partout dans le monde, ce sont les plus pauvres qui ont payé le plus lourd tribut à l'épidémie.

**Rachel Dittner**

## Délai de carence : retour à l'anormal

Avec la fin de l'état d'urgence sanitaire le 10 juillet, le délai de carence sur les arrêts maladie a été rétabli.

Pour les fonctionnaires, une journée de carence, non prise en charge par la Sécurité sociale, a été instituée en 2012, remise en cause en 2014 et rétablie en 2018 sous prétexte d'équité avec le privé, où il y a trois jours de carence. Mais beaucoup de conventions collectives ou d'accords

d'entreprise prévoient la prise en charge totale ou partielle de ces journées par l'employeur.

Ce délai de carence a pour but de réduire les dépenses de la Sécurité sociale et de faire pression sur les salariés afin qu'ils réfléchissent à deux fois avant de s'arrêter, en particulier pour les plus précaires, qui peuvent déjà avoir peur de ne pas voir leur contrat renouvelé en

cas d'arrêt maladie.

Le gouvernement remet en place cette mesure au moment même où la population a droit tous les jours aux spots lui rappelant que la pandémie n'est pas terminée. Ce retour du délai de carence incite à l'inverse à aller travailler, même atteint de symptômes.

La santé n'est vraiment pas la priorité du gouvernement.

**Inès Rabah**

## Mali: la révolte monte!

**Au Mali, vendredi 10 juillet, l'opposition organisait une nouvelle manifestation pour réclamer la démission du président Ibrahim Boubacar Keïta, appelé aussi IBK, pilier de l'impérialisme français dans la région.**

C'était la troisième, après celles des 5 et 19 juin, mais cette fois les forces de répression ont tiré, faisant onze morts et plus d'une centaine de blessés.

Les résultats frauduleux des élections législatives d'avril dernier sont à l'origine du mouvement, mais la colère contre ces fraudes cristallise un mécontentement bien plus large et profond dans la population. L'exaspération qui a fini par exploser dans la rue couvait depuis longtemps, contre l'aggravation des conditions d'existence, encore rendues plus dures par le couvre-feu. Le pouvoir est incapable de faire fonctionner correctement l'eau, l'électricité, les écoles, alors que la corruption gangrène l'appareil d'État jusqu'au sommet.

Dans le Nord, les populations sont toujours prises en étau entre les groupes armés islamistes et l'armée malienne. L'opération militaire française démarrée il y a maintenant plus de sept ans a fait essaimer le conflit dans le centre du Mali et au Burkina-Faso, et les manœuvres des uns et des autres y ont attisé les affrontements ethniques. Des milices s'en prennent aux populations peules ou dogons, faisant des centaines de victimes. Incapables de protéger la population, les 5 100 hommes de la force française Barkhane apparaissent désormais comme le soutien d'un régime pourri, et les manifestants réclament son départ.

Les classes populaires n'ont rien à attendre des chefs de l'opposition à IBK.



Ce sont des politiciens qui pour beaucoup ont été associés au pouvoir et tous se rangent derrière l'imam Dicko, ancien allié d'IBK, connu pour ses positions réactionnaires contre les droits des femmes. Dicko appelle maintenant au calme, alors qu'IBK dit envisager la constitution d'un gouvernement d'union nationale, comme l'ont réclamée les

grandes puissances.

L'État français a usé jusqu'à la corde la caution d'IBK pour ses interventions militaires dans la région. Fin juin, Macron posait au G5 Sahel avec les cinq chefs d'État de la région, et l'Élysée pouvait assurer que « la présence [de la France] était toujours désirée par les pays en question ».

Macron affirmait à cette

occasion sa « pleine adéquation avec le président Keïta [...] sur l'urgence de mettre en œuvre rapidement des mesures visant à apaiser le climat politique » au Mali.

La répression des derniers jours illustre à nouveau quel régime meurtrier la France utilise pour défendre ses intérêts impérialistes en Afrique.

Lucas Pizet

## Turquie: Erdogan ne sait plus à quel saint se vouer

**« Aujourd'hui, la Turquie s'est débarrassée d'une honte. Sainte-Sophie vit à nouveau une de ses résurrections. » Ainsi parlait le président turc, Recep Tayyip Erdogan, en annonçant la reconversion en mosquée du musée de la basilique Sainte-Sophie d'Istanbul, splendide monument de l'époque byzantine.**

Le 10 juillet, Erdogan rendait publique la décision du Conseil d'État d'annuler le décret de 1934, pris à l'époque par Mustafa Kemal, dirigeant nationaliste promoteur d'une Turquie moderne et laïque, qui conférait à Sainte-Sophie le statut de musée. Erdogan transférait par là même la gestion du monument du ministère de la Culture et du Tourisme à la direction des Affaires religieuses et le rouvrait au culte. Basilique byzantine de l'ancienne Constantinople, construite au VI<sup>e</sup> siècle, Sainte-Sophie

avait été transformée en mosquée en 1453, lors de la prise de la ville par les Ottomans. Mustafa Kemal ayant affirmé vouloir « offrir Sainte-Sophie à l'humanité », les splendides mosaïques et fresques tapissant les murs et dômes de l'édifice avaient été nettoyées de l'enduit qui les avait dissimulées depuis 1453. Des millions de touristes venaient chaque année les admirer.

Retranché derrière le Conseil d'État dont il a évidemment inspiré la décision, Erdogan peut à loisir fanfaronner et peaufiner

sa posture de successeur de Mehmet le conquérant, le vainqueur de Constantinople.

Il veut aussi donner un gage aux franges les plus réactionnaires de son électorat et au parti MHP, son allié d'extrême droite au sein de l'Alliance populaire au pouvoir. Il adresse aussi un signe de mépris à l'opposition, tant du parti kémaliste CHP que du Bon Parti de la droite laïque, dont la représentante, Mme Aksener, a émis une protestation.

Ce genre de geste ne fera certainement pas oublier à la population les conséquences dramatiques de la crise économique. L'inflation qui rend la vie quotidienne très précaire, la chute de la livre turque et le chômage qui atteindrait officiellement 20 ou 22 % pèsent lourdement.

La politique belliciste du dictateur à l'égard de la Syrie, puis de la Libye, sans oublier la guerre intérieure vis-à-vis de la population kurde, ne font qu'aggraver la situation.

Le crédit d'Erdogan auprès de la population ne cesse de s'effriter et l'épisode de Sainte-Sophie n'y changera rien.

Viviane Lafont



La basilique Sainte-Sophie, à Istanbul.

## Algérie: 130 ans de crimes de l'armée française

**Les crânes de 24 résistants à l'invasion française du 19<sup>e</sup> siècle en Algérie y sont revenus le 4 juillet. Ces crânes de victimes des massacres commis par l'armée coloniale entre 1849 et 1854 avaient été transférés en France comme des trophées de guerre, puis conservés dans des boîtes au Musée de l'Homme à Paris.**

Depuis des années, des historiens s'étaient mobilisés pour que ces restes mortuaires soient rendus à l'Algérie. Parmi eux figurent ceux de Cherif Boughal, qui fut à la tête d'une insurrection

populaire dans la région du Djurdjura en Kabylie, ou de Cheikh Bouziane, le chef de la révolte des Zaâtcha de la région de Biskra en 1849. Longtemps, l'État français a cherché à effacer la mémoire de

ces insurrections et de cette résistance à la colonisation.

La guerre de conquête de l'Algérie dura huit ans et fut particulièrement atroce. L'essentiel des opérations furent des razzias où des troupes spécialement entraînées frappaient par surprise les habitants des régions fidèles à la rébellion d'Abdel-Kader. Suivant les ordres de leur commandement, les troupes françaises pillaient,

massacraient, brûlaient les récoltes, abattaient le bétail, réduisaient les gens à la famine.

De la conquête à la guerre d'indépendance, de 1830 à 1962, l'armée et l'État français se sont rendus coupables d'innombrables crimes. On estime qu'entre 1840 et 1848 la population diminua d'un tiers. Et il fallut plus de dix années supplémentaires de viols, de décapitations, de

massacres pour réussir à briser la résistance de la Kabylie.

Cette guerre inaugura 130 ans de colonisation, achevée par une autre guerre atroce, et l'exploitation des richesses de l'Algérie par la bourgeoisie française. Cette exploitation se perpétue sous d'autres formes et la restitution de ces 24 crânes ne peut ni faire pardonner le passé ni faire oublier le présent.

C.C.

## Liban : la population victime des banques

**« On préfère mourir du corona que de la faim ». C'est avec ce slogan que les habitants de Tripoli, la deuxième plus grande ville du Liban, sont une fois de plus descendus dans les rues pour manifester leur colère. Le mot est faible pour décrire la crise sans précédent à laquelle font face les Libanais.**

La dégringolade de l'économie et l'inflation sont tellement rapides qu'il est impossible de suivre l'évolution du taux de chômage ou du cours de la monnaie. On estime aujourd'hui que 50 % des Libanais vivent sous le seuil de pauvreté. Et ces chiffres ne tiennent pas compte des centaines de milliers de réfugiés syriens et palestiniens, ni des travailleurs immigrés venus des pays les plus pauvres de la planète, dont des Éthiopiennes, des Sri-Lankaises, des Bangladeshi vivant sur le sol libanais.

Longtemps considéré comme un paradis fiscal, le Liban l'est encore pour les banques et les financiers. Ceux-ci œuvrent aujourd'hui en toute impunité et l'illégalité est la règle. Les banques ont bloqué les comptes des particuliers et décident de qui a le droit de retirer son argent et dans quelles quantités. Le but est prétendument

d'empêcher les capitaux étrangers de quitter le pays. Au début de la crise, un jour de fermeture des banques, dix milliards de dollars auraient été virés du Liban vers des comptes bancaires à l'étranger, sans qu'on sache à qui ils appartiennent. On s'en doute pourtant bien.

Depuis des dizaines d'années, les travailleurs libanais ont dû se contenter de petits salaires, cumulant plusieurs jobs, s'appuyant sur l'aide envoyée par leurs familles de l'étranger. Certains ont pu constituer quelques économies pour faire face aux imprévus de la vie, ou aux crises bien connues dans la région, ou tout simplement pour se préparer une retraite, dans ce pays dépourvu de système social. Et maintenant, ils ne peuvent même plus accéder à leur argent et la pilule est dure à avaler.

Les témoignages décrivent une situation pire que toutes

celles déjà connues. Que ce soit pendant les vingt ans de guerre civile ou les bombardements israéliens, jamais une telle angoisse n'avait étreint les travailleurs. Ils sont licenciés en masse, ou ne touchent plus leur salaire. Et quand ils arrivent à être payés, l'argent est bloqué par la banque.

Les produits de première nécessité commencent à manquer ou sont à des prix inabordable. Le prix de la viande a triplé, dont le poulet, et tous les produits importés comme le café ou le lait en poudre sont devenus des produits de luxe. Certains médicaments vitaux sont introuvables, comme les traitements contre l'hypertension. Le mazout qui fait fonctionner les centrales électriques et les pompes à eau commence à se faire rare. Même les bougies pour s'éclairer pendant les coupures fréquentes de l'électricité ne sont plus accessibles à la plupart.

Dans ce contexte catastrophique, les organismes internationaux et les puissances impérialistes ne font qu'enfoncer encore plus le pays dans la crise. Le FMI a

proposé un prêt en échange d'un plan d'austérité à la grecque. D'un autre côté, les États-Unis font pression pour que soit désarmé le Hezbollah, allié de l'Iran aux portes d'Israël. Quant à l'Union européenne, son seul souci est de repousser le flux de migrants qui fuient les guerres et la misère dans la région.

Les travailleurs et les masses populaires libanaises

ont tout simplement besoin de vivre. Après des dizaines d'années où les classes dirigeantes, appuyées par les grandes puissances étrangères, ont joué sur la division entre communautés religieuses pour régner, la misère est de plus en plus le sort commun. Seule une lutte commune peut offrir une issue.

**Dina Neiman**



Un manifestant brandissant un panneau hostile au gouverneur de la banque du Liban.

## Israël : les raisons de la colère

**De nouveau, samedi 11 juillet, plus de 10 000 manifestants se sont rassemblés sur la place Rabin à Tel-Aviv pour dénoncer les conséquences dramatiques de la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement de droite et extrême droite de Benyamin Netanyahu.**

Des manifestants ont brandi aussi des pancartes sur lesquelles on pouvait lire « Laissez-nous respirer », un écho aux mobilisations mondiales contre les violences policières suite au meurtre de George Floyd aux États-Unis.

Les allocations chômage dont certains salariés israéliens ont pu bénéficier sont jugées dérisoires et largement insuffisantes. Quant aux travailleurs indépendants et aux artisans, ils se plaignent de n'avoir bénéficié d'aucune aide. En 2019 déjà, 2 300 000 Israéliens étaient considérés comme vivant au-dessous du seuil de pauvreté, dont plus d'un million d'enfants (sur une population de moins de 9 millions habitants) et ce chiffre a explosé ces derniers mois. Le taux de chômage officiel, très largement sous-évalué, est passé de 3,4 % en février à 23,5 % en mai.

Si des militants de la gauche israélienne étaient présents, dont le Hadash qui

regroupe entre autres le Parti communiste israélien et les partis arabes israéliens, une grande partie des manifestants étaient des travailleurs indépendants, des petits artisans, des artistes.

Les manifestants ont accusé le gouvernement d'avoir menti, en déformant la réalité et en faisant des promesses tout en les laissant sans rien. « Ce n'est ni avec des promesses, ni avec de l'argent dépensé pour le renforcement de la sécurité que nous pouvons payer nos loyers et nous nourrir dans les magasins », ont dit certains.

Le gouvernement israélien joue comme toujours la carte du nationalisme et brandit l'annexion de la Cisjordanie pour tenter d'étouffer la colère sociale. Mais la situation de guerre permanente dans laquelle il maintient le pays contre ses voisins arabes et contre la population palestinienne n'y parviendra pas éternellement.

**Christian Chavaux**

## États-Unis : une grève contre un patron de combat

**Depuis le 22 juin, 4 300 travailleurs, sur les 6 800 que compte le chantier naval Bath Iron Works, dans l'État du Maine aux États-Unis, mènent une grève qui a pris l'allure d'un véritable affrontement avec ce patron de combat.**

Le contrat de travail collectif proposé par la direction pour les trois années à venir a été rejeté par l'immense majorité des travailleurs. Outre une augmentation des salaires supérieure aux 3 % par an proposés, leur syndicat revendique une meilleure prise en compte de l'ancienneté et s'oppose à un recours accru à la sous-traitance.

Prenant prétexte que la grève bloque la construction de six destroyers destinés à la flotte de guerre américaine,

en pleine période de tension avec la marine chinoise, la direction du chantier a essayé d'embaucher des salariés pour leur faire jouer le rôle de briseurs de grève. Les piquets de grève leur ayant interdit l'accès au chantier, la direction a porté plainte contre le syndicat pour entrave à la liberté du travail.

Au bout de deux semaines de grève, la direction a licencié une partie des salariés non-grévistes non impliqués dans la production, sous

prétexte de diminution de la charge de travail. Ce chantage à l'emploi s'est accompagné de la suspension de la couverture maladie des 4 300 grévistes. Alors que la pandémie de Covid-19 se développe rapidement aux États-Unis, cela rend les soins hospitaliers hors de portée des travailleurs et de leur famille.

Le bras de fer avec la direction est entré dans sa quatrième semaine. Avec les 706 millions de dollars de bénéfices net après impôt au premier semestre 2020, le trust General Dynamics, qui possède Bath Iron Works, aurait largement de quoi satisfaire les grévistes.

**Lucien Détroit**



## Santé: le Ségur ne fait pas de cadeaux

Pour les travailleurs hospitaliers, l'accord du Ségur de la santé signé par certains syndicats, FO, CFDT et UNSA pour l'instant, se révèle plus menaçant que payant.

Dans les hôpitaux et les Ehpad publics et privés sans but lucratif, les salaires des hospitaliers titulaires ou contractuels, paramédicaux, administratifs, techniques et ouvriers augmenteront de 183 euros net par mois, en deux fois: septembre prochain et mars 2021. Dans le secteur hospitalier privé lucratif, cela devrait s'appliquer aussi. C'est bien une augmentation uniforme, la même pour tous, quelle que soit la qualification, comme le revendiquent depuis plus de deux ans les manifestants des hôpitaux. Mais ils demandent 300 euros au minimum, et le gouvernement n'a même pas accordé cette somme qui apparaît on ne peut plus légitime aux yeux de tous, jusque dans la population. L'augmentation n'est même pas immédiate, le premier paiement rétroactif ne devant apparaître qu'en janvier sur les feuilles de paye.

Dans le secteur public, une augmentation supplémentaire ne concernera que les soignants, les personnels médico-techniques et de rééducation, sous la forme d'un

passage à la catégorie supérieure dans les grilles salariales d'ici 2022.

Quant aux possibilités de promotion professionnelle, très faibles actuellement, surtout pour les catégories les moins qualifiées, il n'y a rien de précis. Elles seront étudiées par une mission chargée de les améliorer d'ici 2022.

Pour arrondir les fins de mois, l'accord détaille que les cinq premières heures supplémentaires seront mieux payées, qu'une équipe s'étant fixé un objectif et l'ayant atteint pourra recevoir une prime d'intéressement collectif. Aux hospitaliers débordés, le gouvernement propose donc avec mépris de travailler encore plus. Quant aux travailleurs des entreprises sous-traitantes (le ménage, la sécurité, la restauration), ils n'existent pas pour le gouvernement. Ils contribuent au fonctionnement de l'hôpital, avec des conditions de travail encore plus pénibles et des salaires minables liés à des contrats de sous-traitance passés souvent au moindre coût. Ils



étaient là pendant toute la crise du Covid mais n'ont pas eu la prime correspondante, et dans cet accord rien n'est prévu pour eux.

Alors que la fonction publique hospitalière représente un million de salariés, le ministre Véran ne promet de pourvoir que 7300 postes vacants et d'embaucher 8000 agents supplémentaires. Cela fait en moyenne quinze embauches pour un établissement de 1000 salariés. C'est une goutte d'eau. Et il n'est pas question de revenir sur les suppressions de lits en cours depuis des années dans les hôpitaux.

Faute d'embauche massive à la hauteur des besoins, l'accord fait place à encore plus de flexibilité dans le temps de travail. Il parle de souplesse, de contractualisation et de négociation locale

sur le temps de travail, avec une enveloppe budgétaire supplémentaire afin de faciliter la négociation de ces accords locaux qui s'imposent à tout le personnel de l'établissement concerné.

Concrètement, le repos quotidien sera réduit à 11 heures au lieu des 12 heures réglementaires, une annualisation fera varier la référence hebdomadaire entre 32 et 40 heures en fonction de l'activité, au lieu des 35 heures légales, etc. Pour atomiser encore plus les conditions de travail, il y aura aussi les contrats signés individuellement pour un quota annuel d'heures supplémentaires, ou bien pour une annualisation sous forme de forfait jours.

Ce sont autant d'entorses au cadre collectif du temps de travail. L'accord du Ségur

a beau répéter que tout doit être fait dans le cadre légal, cela n'a rien de rassurant, car il prévoit aussi de modifier par décret les réglementations, pour les adapter à ce qui se fera sur le terrain.

Après tous les efforts fournis par les hospitaliers pendant trois mois face à l'épidémie du Covid, le prétendu accord sorti du Ségur n'est certainement pas le leur. Après les nombreuses manifestations de ces dernières semaines pour refuser le « retour à l'anormal », notamment mardi 16 juin, plusieurs syndicats, dont la CGT et SUD, appelaient à manifester le 14 juillet, pour faire pièce à la mise en scène de Macron censée honorer les soignants et pour dire que les revendications sont toujours là.

Correspondant LO



## 14 juillet: une mise en scène indécente

Le président Macron a décidé de rendre hommage aux soignants pour le 14 juillet. Certains ont été invités à l'Élysée, d'autres ont fait les spectateurs du défilé militaire.

Mais les soignants n'ont jamais réclamé qu'on les considère comme des héros ou qu'on leur donne des médailles.

Au début de l'épidémie, les masques et le matériel de protection ont manqué un peu partout. De nombreux soignants ont continué leur travail sans protection, tout en connaissant les risques. Plus de 30000 travailleurs de la santé ont été contaminés. De nombreux témoignages à propos des soignants

décédés mettent en évidence que la contamination a souvent eu lieu en mars, quand les équipements de protection faisaient défaut.

Le président, les ministres et les hauts fonctionnaires sont directement responsables de cette pénurie. Quand les mêmes veulent aujourd'hui encenser les soignants et même remettre quelques Légions d'honneur à titre posthume, c'est tout simplement odieux.

Jean Pollus

## Martinique: les médecins cubains, un long parcours

Le 26 juin, quinze médecins cubains sont arrivés de La Havane à l'aéroport Aimé-Césaire de Martinique.

Tous en blouse blanche, pneumologues, médecins polyvalents, infectiologues, réanimateurs-anesthésistes, radiologues, néphrologues, hématologues, radiothérapeutes ou urgentistes, l'arrivée de la « brigade médicale », drapeau cubain déployé, a fait son effet.

Les médecins étaient accueillis notamment par Alfred Marie-Jeanne, le président de la CTM (collectivité territoriale de Martinique) et dirigeant du MIM (Mouvement indépendantiste martiniquais). Ce dernier n'aura pas manqué, en passant, son coup de publicité politique et personnel.

Cela dit, les médecins étaient attendus par la communauté médicale du CHU de Martinique, à qui ils doivent prêter main forte pour compenser quelque peu le manque d'effectifs. Leur

mission doit durer trois mois.

Depuis plusieurs années, et notamment lors du grand mouvement de juin 2018, les organisations syndicales du CHUM avaient demandé à la direction de recruter des médecins caribéens, et notamment des Cubains, pour faire face à la pénurie de médecins dans certaines spécialités. Il s'agissait aussi pour elles de faire face au manque de moyens budgétaires qui fait baisser l'embauche de médecins intérimaires européens.

Mais, pour en arriver à la venue des médecins cubains, voisins de la Martinique, il aura fallu un long parcours bureaucratique.

D'un accord de principe du chef de l'État au décret d'application, en passant par la saisine des parlementaires, il a fallu plusieurs années. Un peu plus et on croyait retrouver les années 1960, où la moindre relation entre Martiniquais et Cubains était immédiatement soupçonnée d'être le début d'un dangereux soulèvement de guérilleros antifrançais.

La pandémie a sans doute activé la venue de la mission. Mais le temps perdu n'aura pas permis de cibler correctement l'aide médicale cubaine, car c'est maintenant sans doute la population guyanaise qui en aurait le plus besoin.

Marianne Tibus



## Smart – Hambach : emplois sacrifiés sur l'autel du profit

**Jeudi 8 juillet, plusieurs centaines de travailleurs ont débrayé à l'usine Smart de Hambach, en Moselle, pour protester contre les menaces sur l'emploi qui pèsent sur eux.**

La semaine précédente, tout le monde avait appris par un simple communiqué que Mercedes remettait en cause son plan de démarrage d'un nouveau véhicule et déclarait vouloir revendre le site de la Smart, où travaillent 1 600 salariés.

Mercedes avait engagé 500 millions de travaux pour fabriquer en Moselle un SUV électrique, des travaux largement subventionnés par les pouvoirs publics au nom du maintien des

emplois. Les travailleurs ont vite fait le compte : ces 500 millions représentent 312 000 euros par salarié du site.

Lors du CSE, la direction a confirmé, sans plus de précision, les intentions du groupe Daimler-Mercedes. Un repreneur est tout d'un coup apparu, de façon visiblement concertée avec Mercedes : Jim Ratcliff, la 5<sup>e</sup> fortune britannique, qui dirige le groupe pétrochimique Ineos, prétend

vouloir se lancer dans l'industrie automobile.

Le problème c'est qu'Ineos ne promet que 500 emplois, loin des 1 600 emplois du site de la Smart. Mercedes, qui a sorti ce repreneur pour se débarrasser de ce site arrosé de fonds publics et sous-traiter les licenciements à venir, fait l'unanimité contre lui. Cela va des ouvriers à l'encadrement, qui se sent trahi. Il y a quatre ans, Mercedes avait imposé de travailler 39 heures payées 37, sous prétexte de sauver l'emploi. On voit ce qu'il en est aujourd'hui !

Tout cela suscite un sentiment de colère contre Mercedes, d'autant que la seule raison de la vente du site de la Smart est de faire remonter le cours de l'action.

Moins d'usines peut

vouloir dire plus de profits. En retour, Mercedes voudrait faire trimer davantage les travailleurs d'Allemagne qui fabriquent déjà le véhicule qui devait être fait aussi à Hambach.

**Correspondant LO**

## Solvay – Saint-Fons : réaction face au mépris patronal

**À l'usine chimique Solvay de Saint-Fons, la production a continué sans interruption pendant toute la période du confinement, avec même des records de production dans certains ateliers.**

Parmi les ouvriers, beaucoup s'attendaient à un geste de la direction sous forme d'une prime Covid, d'autant que plusieurs entreprises sous-traitantes du site en avaient versé une. La déception à l'annonce du refus de la direction s'est rapidement transformée en colère face au mépris ressenti : une pétition a tourné, puis l'idée de marquer le coup par un débrayage de deux heures par équipe a fait son chemin dans deux ateliers. À la revendication de la prime s'est ajoutée celle de l'embauche des intérimaires, qui constituent une part de plus en plus importante des

effectifs, souvent trois sur une équipe de six à huit.

Les débrayages ont concerné une trentaine de travailleurs entre mercredi 1<sup>er</sup> et jeudi 2 juillet, la quasi-totalité des embauchés Solvay de ces deux ateliers, ce qui a largement perturbé ou même arrêté la production. C'était la première fois depuis plusieurs années, ce qui a visiblement surpris la direction.

Si elle n'a rien voulu savoir pour la prime, elle s'est engagée, oralement pour le moment, à accélérer plusieurs embauches qui auraient dû être faites. À condition cependant que

des salariés en reclassement d'un autre site de la région, où des suppressions d'emplois sont en cours, ne postulent pas à ces postes. Autant dire qu'il faudra remettre ça pour que tous, intérimaires ou salariés Solvay, gardent leur travail !

Au-delà de ce résultat, les travailleurs ne se faisaient pas d'illusions sur la possibilité de faire reculer le patron avec un simple débrayage ponctuel. Mais le fait d'avoir relevé la tête redonne de l'espoir et la pêche. Des anciens, qui n'avaient pas fait grève depuis un moment, ainsi que des jeunes, dont c'était la première grève, ont pu discuter et agir ensemble.

**Correspondant LO**

## Main Sécurité-Onet – Strasbourg : travailleurs de la sécurité en colère

**Lundi 6 juillet, une vingtaine d'agents de sécurité de la filiale sécurité du groupe Onet (Main Sécurité) ont manifesté aux cris de « Onet, malhonnête ! » pendant une heure devant l'entrée du siège du Crédit mutuel dans le quartier du Wacken, à Strasbourg, et distribué un tract aux employés du Crédit mutuel.**

Pourquoi devant le siège du Crédit mutuel ? Parce qu'ils sont une trentaine à y assurer la sécurité et qu'ils ont travaillé pendant toute la période du confinement. Ils sont révoltés par le mépris de leur direction, qui ne leur accorde que 100 euros brut de prime pour toute la période, et encore pas pour tous.

Comme beaucoup d'autres dans leur cas, ces travailleurs ne veulent pas être payés seulement de belles paroles. Leurs

revendications sont pourtant modestes : un euro par heure travaillée pendant tout le confinement et pour tous les salariés, le maintien du salaire à 100 % pour tous les salariés en activité partielle ou arrêt dérogatoire Covid-19, la reconnaissance automatique en maladie professionnelle pour les salariés Main Sécurité atteints du coronavirus, et l'attribution sans aucune condition de la totalité du montant de la gratification de fin d'année pour tous les

salariés concernés. Selon les calculs d'un représentant syndical, la satisfaction de ces revendications se chiffrerait à 500 000 euros. Pour une entreprise dont le chiffre d'affaires était de 2 milliards en 2018, il y a encore de la marge !

Ces revendications sont avancées par une intersyndicale à l'échelle du pays, avec des mouvements aux formes diverses selon les endroits où Main Sécurité assure le service : banques, hôpitaux, etc., de Marseille à Valenciennes en passant par Strasbourg.

Cette action est juste un avertissement et les travailleurs semblent décidés à ne pas en rester là.

**Correspondant LO**



## Elior Services – banlieue lyonnaise : "héros" au travail, zéro sur la paye, grève !

**Même en petit nombre mais déterminés, on peut se faire respecter. Six femmes de ménage en grève de la société Elior Services, dont cinq nettoient l'usine chimique Elkem à Saint-Fons et la sixième la prison de Corbas, ont tenu tête à leur patron toute une semaine.**

Elles ont travaillé durant le confinement, pris les transports en commun et exposé leur santé comme ces « derniers de corvée » qui sont montés au front. Elles ont eu du travail supplémentaire de désinfection et ont dû se battre pour avoir des masques. À l'usine chimique Elkem, classée Seveso II, comme à la prison, elles n'ont droit ni à la prime de risque, comme les travailleurs de ces deux sites, ni à la prime Covid, réservée par Elior aux seuls nettoyeurs des hôpitaux et cliniques. Ces injustices, ajoutées aux salaires minables à vie, ont fait éclater la colère. En plus d'une égalité des primes, les femmes de ménage réclament 300 euros d'augmentation par mois, un minimum.

Réunies le lundi 6 juillet, dès 6 heures, devant Elkem puis devant la prison de Corbas, elles ont imposé leur présence aux négociations avec le directeur régional. Au troisième jour de grève, celui-ci lâchait quelques

centimes de plus sur le taux horaire. Ce mépris n'a fait qu'exaspérer davantage les grévistes ainsi que les travailleurs d'Elkem qui, dès le lendemain, ont montré généreusement leur soutien lors d'une collecte à la porte.

Enfin, vendredi 10 juillet, Elior annonçait trois réunions prochaines avec toutes les salariées et leur déléguée CGT, pour évaluer la prime de risque. Les jours de grève seront payés par une prime équivalente à la perte du salaire. C'est un premier recul d'Elior.

En prévision d'une période de chômage partiel à venir et de l'arrivée des vacances, les grévistes ont repris le travail. Mais elles ont déjà pris rendez-vous en septembre au cas où Elior les lanternerait. Les actionnaires d'Elior et Elkem, planqués à l'arrière, doivent payer tout comme l'État qui gère la prison de Corbas et sait distribuer des milliards aux entreprises.

**Correspondant LO**

## Saisonniers immigrés : enfermés avec le Covid

**Plus de 350 saisonniers agricoles, essentiellement africains ou sud-américains, ont été infectés par le Covid-19 dans les exploitations des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse et du Gard. Dix-neuf foyers de Covid ont été détectés depuis le début juin.**

Dans les Bouches-du-Rhône, un des foyers les plus importants, sur 258 malades, la moitié sont déclarés guéris, la moitié sont encore en quarantaine. La préfecture a souvent dû trouver des hébergements pour les mettre à l'isolement, les locaux où ils étaient logés étant trop insalubres.

Tous ces travailleurs sont recrutés par des agences d'intérim espagnoles, Laboral Terra, aujourd'hui en liquidation judiciaire, et

Terra fecundis. C'est dans les lieux d'hébergement de cette dernière que l'épidémie a été la plus importante, selon les médecins de l'Agence régionale de santé (ARS).

Les logements, les sanitaires, les conditions de travail, dénoncées par des inspecteurs du travail comme une violation organisée des droits humains, sont dignes d'un bagne. Quelle que soit l'agence qui les emploie, ces ouvriers passent d'une

exploitation à une autre, travaillant sept jours sur sept à des cadences infernales.

Plusieurs travailleurs d'un des sites Terra Fecundis près d'Arles en ont témoigné auprès de journalistes de Mediapart : ils sont 130, sans aucun moyen de transport pour se ravitailler par eux-mêmes. Sur place, il n'y a aucune trousse de secours. L'un a fait 20 km à pied pour trouver un spray contre les insectes. Une fois par semaine, ils sont emmenés par petits groupes se ravitailler à la ville.

Quant aux salaires, s'ils sont plus élevés qu'au Paraguay ou au Mali dont certains viennent, ils sont

très inférieurs aux rémunérations françaises : les agences d'intérim basées en Espagne s'alignent au mieux sur le salaire minimum espagnol, inférieur de 40 % au smic français, soit de l'ordre de 5 euros de l'heure. Terra Fecundis a été renvoyée devant le tribunal de Marseille parce que pendant plusieurs années elle a fait travailler des milliers d'ouvriers sans les déclarer, sans payer ni heure supplémentaire ni congés ni salaire minimum. C'est une perte de 112 millions d'euros pour la Sécurité sociale et des conséquences dramatiques pour les ouvriers.

« C'est comme si on était

dans des ghettos, des camps de concentration » s'exclamait un saisonnier des Bouches-du-Rhône. Cela fait des années que des associations, des syndicats dénoncent la surexploitation et les mauvais traitements. Il a fallu l'épidémie pour que l'ampleur du scandale apparaisse au grand jour et que les pouvoirs publics fassent des contrôles un peu plus approfondis. Bien respectueux de la propriété privée, ils ne se pressent pas pour mettre leur nez dans les affaires des grosses sociétés d'exploitation agricole.

Sylvie Maréchal

## Thales - Pont-Audemer : pas touche aux emplois !

**Samedi 11 juillet, quelque 500 personnes ont manifesté à Pont-Audemer, dans l'Eure, contre 150 suppressions d'emplois annoncés par Thales dans son usine de fabrication de cartes à puces.**

Des travailleurs du site, ainsi que de Safran, des habitants de la ville, des militants syndicaux de la région ont fait de ce rendez-vous un succès, pour une ville qui compte 8 900 habitants.

Produisant pour l'aérospatiale, le transport et la défense, Thales n'est pas l'artisan du coin de la rue, mais un groupe industriel qui a réalisé près de deux milliards de bénéfices entre 2018 et 2019 et a distribué 330 millions à ses actionnaires en 2019. Ses deux principaux actionnaires sont l'État et Dassault Aviation.

Thales avait racheté Gemalto à Pont-Audemer en

mars 2019, pour assurer la production de cartes à puces et de cartes Sim, s'engageant à ne pas supprimer d'emplois pendant dix-huit mois. Dès janvier 2020, la direction annonçait qu'elle voulait faire passer à la trappe près de la moitié des 330 salariés de l'usine, bien avant la crise économique ouverte par le Covid-19.

Le prétexte avancé est la disparition à court terme des cartes Sim dans les téléphones portables. Mais, cartes Sim ou pas, les salariés de l'usine et leurs familles doivent pouvoir continuer à vivre, d'autant que ce qui se profile à l'horizon est la fermeture totale



FRANCE 3 NORMANDIE

de l'usine.

Alors qu'une vague de licenciements est annoncée sur tout le pays, alors que cette région de Normandie est déjà sinistrée sur le plan de l'emploi, mettre au chômage un travailleur,

sous quelque prétexte que ce soit, c'est le condamner au chômage de longue durée, aux petits boulots, à la misère.

En répondant à plusieurs centaines pour dire non à ces licenciements,

travailleurs et habitants de la région ont pu mesurer qu'ils pouvaient être une force. Un rendez-vous a été fixé pour une nouvelle manifestation devant le siège du groupe à La Défense.

Correspondant LO

## Inspection du travail : sanction inacceptable

**En avril dernier, la ministre du Travail Muriel Pénicaud, aujourd'hui remerciée, avait décidé de suspendre un inspecteur du travail de la Marne, Anthony Smith, qui estimait que les travailleurs en activité pendant la pandémie devaient être protégés. Il est convoqué le 21 juillet pour être sanctionné.**

Cet inspecteur du travail, qui est aussi un militant responsable de la CGT, avait mis en garde une association qui envoyait des aides à

domicile chez des personnes âgées sans les équiper de masques de protection, indispensables en pleine pandémie. L'employeur et le

président du conseil général de la Marne avaient trouvé cette exigence exorbitante et demandé à la hiérarchie et à la ministre du Travail de le mettre sur la touche. Cette exigence-là avait été aussitôt exaucée.

Le ministère du Travail souhaite depuis longtemps que les inspecteurs du travail soient moins des défenseurs des droits des travailleurs, rappelant à l'ordre des

patrons négligents, que des consultants aux petits soins pour les chefs d'entreprise. La crise sanitaire a exacerbé le conflit entre poursuite des activités économiques et protection sanitaire des salariés. Anthony Smith a été suspendu parce que la priorité du gouvernement était la reprise de l'activité économique. On lui reproche notamment d'avoir appliqué pendant la crise sanitaire les priorités de son organisation syndicale plutôt que celles du gouvernement. En clair, on lui reproche d'avoir fait son travail. Mais c'est maintenant lui qui risque une sanction d'autant plus lourde que le gouvernement voudrait dissuader d'autres inspecteurs du travail, syndicalistes ou pas, de se montrer attentifs



CGT MINISTÈRE DU TRAVAIL

Soutien à Antony Smith le 16 juin.

aux droits des salariés. L'intersyndicale CGT-CNT-FO-FSU-SUD du ministère appelle à la grève et à un rassemblement le 21 juillet prochain, à partir de 12 h 30, devant la Direction des ressources humaines des ministères sociaux, 14, avenue Duquesne à Paris 7<sup>e</sup>, où l'inspecteur est convoqué. Lutte Ouvrière exprime sa solidarité complète avec Anthony Smith.

Jacques Fontenoy

### Pauvre petit gars riche!

Carlos Ghosn, ex-PDG de Renault-Nissan-Mitsubishi, après avoir fui le Japon dans des conditions rocambolesques, accuse désormais les autorités françaises de « l'avoir abandonné » et

de l'avoir « traité comme n'importe quel citoyen français normal ».

C'est pourtant un licencié de première classe, responsable avec ses plans dits de compétitivité d'avoir

détruit chez Renault plus de 8 000 emplois en quelques années!

Bref, c'est un patron « normal », qui aurait droit aux égards du gouvernement.

V. L.

# Technicolor – Rennes : non aux licenciements !

**Jeudi 2 juillet, la direction de Technicolor a annoncé la suppression de 110 postes, sur les 283 que compte l'établissement de Rennes.**

Le groupe a fait de nombreuses annonces de réductions d'effectifs un peu partout dans le monde. Jusqu'ici, elles concernaient principalement la division cinéma dont l'activité est très ralentie du fait de la pandémie. Cette fois, c'est la division décodeurs qui est

attaquée, alors que la direction a dit à maintes reprises qu'elle était peu affectée par la crise du Covid.

Voilà plusieurs années que le groupe Technicolor dit connaître des difficultés. Il s'est séparé de la recherche l'an dernier (180 travailleurs à Rennes), un nouveau PDG à



TWITTER CLAUDIA CARATORI

la réputation de « redresseur d'entreprise » a été nommé en novembre et le groupe a récemment conclu un accord sur sa dette avec ses créanciers. Le capital exige maintenant son dû et les travailleurs de Rennes sont sacrifiés sur l'autel du profit.

Les travailleurs étaient de

retour sur site le lundi 6 juillet après plusieurs mois en télétravail. L'ampleur du plan et son annonce à la veille des vacances ont certes créé un effet de surprise. Mais depuis le 2 juillet, presque tous les jours des débrayages ont eu lieu ainsi que des assemblées qui ont été l'occasion

de reprendre ses esprits, de faire le point et surtout de se motiver les uns les autres. La détermination de se battre grandit et la résistance s'organise. La direction, qui prétend boucler son plan d'ici l'automne, n'est sans doute pas au bout de ses surprises.

**Correspondant LO**

## Dassault : aides publiques et chantage à l'emploi

**Éric Trappier, président du Gifas (Groupement des industries françaises aéronautiques), a récemment obtenu les 7 milliards d'euros d'aide publique présentée comme devant préserver la filière industrielle et l'emploi chez EADS, Safran, Thales et Dassault-Aviation.**

L'aviation commerciale a de son côté récupéré 8 autres milliards. Trappier étant par ailleurs PDG de Dassault-Aviation, nul doute que le groupe ne sera pas oublié dans la distribution.

Sur le site Dassault d'Argenteuil, après que la direction a été contrainte le 13 mars d'arrêter la production suite à une grève des travailleurs, qui refusaient alors de mettre leur santé en danger, l'activité est maintenant repartie. Mais, alors qu'en moyenne

l'entreprise regroupait plus de 1100 salariés, il n'y en a plus actuellement qu'environ 850. La direction n'a pas repris nombre d'intérimaires et prestataires, qui y travaillaient souvent depuis des années. Et maintenant, elle fait courir le bruit qu'il y aurait 150 ajusteurs en trop sur le site, dans le but d'alimenter l'inquiétude, espérant ainsi qu'on la laisse tranquille.

Pour mettre les points sur les « i », Trappier a tenu mardi 7 juillet une réunion

centrale du CSEC qui annonçait son plan destiné à faire payer la crise aux travailleurs : rapatriement de tous les travaux effectués en sous-traitance, alors même que les 7 milliards sont présentés entre autres comme un soutien aux entreprises sous-traitantes ! Ce que Dassault sous-traite, c'est donc les licenciements ! Quant aux travailleurs des sites bordelais de Martignas et Mérignac, ainsi que ceux de Biarritz (Anglet), ils seraient mis prochainement en chômage partiel. De plus, la direction générale affirme qu'il y aurait encore entre 350 et 800 travailleurs en trop, la fourchette haute étant destinée à mettre la pression sur le

gouvernement afin qu'il avance les commandes de Rafale initialement prévues pour les années futures.

Ces licenciements déguisés des précaires, le chômage partiel pour les uns ainsi que le chantage à l'emploi pour les autres sont une véritable provocation des actionnaires, pour l'essentiel la famille Dassault. C'est d'autant plus révoltant que la seule trésorerie de Dassault-Aviation s'élève à quelque 4,5 milliards d'euros de réserve. Seulement 0,7% de cette trésorerie suffirait à assurer une paie de quelque 3000 euros brut sur treize mois à 800 travailleurs pendant une année entière. La santé financière rayonnante du groupe n'a

absolument pas dissuadé le gouvernement de servir les Dassault, parasites de longue date dans la captation des aides publiques, sans même faire semblant d'exiger une contrepartie comme le maintien de tous les emplois.

Chantage à l'emploi et aux aides publiques, Dassault n'a aucun complexe à défendre sa fortune coûte que coûte. Alors, pour le maintien de tous les emplois et l'intégralité des salaires, face à ce rapace qui empoche sans vergogne l'argent public pour grossir son trésor de guerre, il va falloir se battre pour le contraindre à puiser dans sa réserve.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),**

**membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal juillet 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

**Vidéos**  
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

**Audio-LO**  
www.lutte-ouvriere-audio.org

# Nokia : une étape à amplifier

**Mercredi 8 juillet, à Paris, une manifestation a rassemblé plus de 1 000 salariés de Nokia entre Montparnasse et Invalides.**

Depuis l'annonce du plan de licenciements – 1 233 suppressions d'emplois, soit un tiers de l'effectif de la filiale visée qui regroupe 80 % des effectifs en France – c'était le quatrième rassemblement, regroupant pour la première fois les deux sites concernés, Lannion dans les Côtes-d'Armor et Nozay dans l'Essonne.

De l'avis de tous, cette manifestation a été une réussite. Malgré le télétravail encore très largement pratiqué, malgré le début des vacances, malgré le peu d'habitude des ingénieurs, qui sont la très grande majorité de l'effectif, de protester de cette manière, beaucoup sont venus. Par exemple, le train affrété de Bretagne était bondé, avec près de 500 manifestants

combattifs, avec banderoles, panneaux et musique.

Tous rejettent évidemment le plan patronal : « *La Covid m'a épargné.e, Nokia veut me tuer* », « *Jeunes embauchés, déjà virés* »... Le sabotage de la Recherche et Développement dans une entreprise qui marche bien ne passait pas du tout. Il y avait aussi des pancartes, souvent syndicales, disant « *Stop aux délocalisations* », « *Keep Nokia en France* ». En effet, dans son plan, Nokia prévoit de licencier brutalement ici pour aller chercher au loin les plus bas salaires possible et la précarité la plus grande pour accroître ses profits. Un tiers des activités partent en Inde, un tiers en Pologne. Mais il y en a aussi qui partent au Canada, en

Finlande, en Allemagne ou aux États-Unis. Il y a 20 ans, Alcatel, avant d'être racheté par Nokia, mutait ses activités de site en site pour dégraisser. Maintenant, Nokia a simplement changé d'échelle, et fait son nettoyage à l'échelle mondiale.

À la fin de la manifestation, des prises de parole des différents syndicalistes de Nokia se sont succédé, suivies du soutien de plusieurs députés. Mais, comme l'a rappelé notre camarade Jean-Pierre Mercier pour Lutte ouvrière : « *Dans le bras de fer que vous engagez contre Nokia, vous ne pouvez compter que sur vos propres forces. Tous les soutiens sont les bienvenus, évidemment. Mais c'est votre mobilisation qui vous permettra de défendre vos emplois et vos salaires.* »

Correspondant LO



Manifestation du 8 juillet.

## Alinea : sauvez les emplois, pas les profits de Mulliez !

**Vendredi 3 juillet, les 77 employés du magasin Alinea des Clayes-sous-Bois, dans les Yvelines, ont appris sa fermeture. Cela s'inscrit dans un vaste plan d'économies qui touche vingt-trois des trente magasins de l'enseigne au niveau national.**

Sur les 2 150 travailleurs que compte le groupe, 1 211 sont menacés de licenciement. Alinea a été placé en redressement judiciaire, le jugement devant être rendu le 29 juillet. D'ici là, la direction du magasin des

Clayes-sous-Bois affirme qu'il ne faut pas s'inquiéter. Ne pas s'inquiéter quand on risque de perdre son gagne-pain à la fin du mois ?

Le directeur général Alexis Mulliez, prétend que le confinement aurait mis la

société dans une situation critique, alors qu'elle était déjà, d'après lui, fragilisée par la crise des gilets jaunes et les grèves contre la réforme des retraites. Mais cela ne l'empêche pas de postuler lui-même comme repreneur pour garder sept des trente magasins.

Comme son nom l'indique, ce monsieur est un des 700 rejetons de la famille Mulliez. Une famille qui, avec une fortune estimée

à 26 milliards d'euros aujourd'hui selon le magazine Challenges, se classe parmi les premières de France. Rien qu'en 2018, les Mulliez ont gagné 8 milliards d'euros, soit presque 1 million par heure ! L'argent déborde donc dans leurs coffres-forts.

Pour défendre leur empire, ils ont constitué une association familiale Mulliez et ils veulent continuer à la faire fructifier en jetant

à la rue ceux qui leur ont permis d'accumuler leurs profits.

Pour que les 77 travailleurs du magasin des Clayes-sous-Bois, et au-delà les autres travailleurs du groupe, ne se retrouvent pas sur le carreau, ils devront eux aussi s'associer pour imposer de prendre sur les bénéfices de la famille Mulliez pour sauver leurs emplois.

Correspondant LO

## Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

Il n'y a pas de surprise à attendre du nouveau gouvernement. Si quelques têtes ont changé, la politique reste la même : faire payer aux travailleurs la crise, encore aggravée par l'épidémie due au coronavirus, pour préserver les intérêts des gros capitalistes. Les premiers n'auront droit, pour certains, qu'à des hommages hypocrites, tandis que les annonces de licenciements s'accroissent. Face à cette catastrophe

humanitaire qui s'annonce, comment les travailleurs peuvent-ils se défendre ? Quel programme mettre en avant, tenant compte de l'intérêt de la collectivité et non de la défense des privilèges d'une minorité de parasites ? C'est de cela que les militants de Lutte ouvrière souhaitent discuter avec les travailleurs qu'ils rencontreront dans leurs caravanes d'été. Voici la liste des prochaines étapes :

### Auvergne

Jeu 16 juillet : Clermont-Ferrand  
Ven 17 juillet : Issoire  
Sam 18 juillet : Riom  
Nièvre/Cher  
Jeu 16 juillet : Bourges  
Ven 17 juillet : Issoudun  
Sam 18 juillet : Vierzon

### Normandie

Jeu 16 juillet : Falaise  
Ven 17 juillet : Caen  
Sam 18 juillet : Verneuil-sur-Avre

### Région du Havre

Jeu 16 juillet : Rouen  
Ven 17 juillet et sam 18 juillet : Le Havre

### Alsace

Lun 20 juillet : Strasbourg  
Mar 21 juillet : Schiltigheim  
Mer 22 juillet : Ensisheim  
Jeu 23 juillet : Colmar  
Ven 24 juillet : Mulhouse  
Sam 25 juillet : Colmar

### Bordeaux-Bègles

Lun 20 juillet et mar 21 juillet : Mérignac  
Mer 22 juillet et jeu 23 juillet : Bordeaux  
Ven 24 juillet et sam 25 juillet : Bègles

### Loire/Drôme

Lun 20 juillet : Saint-Étienne  
Mar 21 juillet : Saint-Chamond  
Mer 22 juillet : Saint-Étienne  
Jeu 23 juillet : Annonay  
Ven 24 juillet et sam 25 juillet : Valence

### Marne/Ardennes

Lun 20 juillet et mar 21 juillet : Épernay  
Mer 22 juillet : Reims  
Jeu 23 juillet : Sedan  
Ven 24 juillet : Charleville-Mézières  
Sam 25 juillet : Sedan/Charleville-Mézières

### Nord

Lun 20 juillet : Onnaing  
Mar 21 juillet : Saint-Saulve  
Mer 22 juillet : Bruay-sur-l'Escaut  
Jeu 23 juillet : Denain  
Ven 24 juillet : Maubeuge  
Sam 25 juillet : Valenciennes

### Pas-de-Calais/Oise

Lun 20 juillet : Cambrai  
Mar 21 juillet : Arras/Cambrai  
Mer 22 juillet : Arras  
Jeu 23 juillet : Douai  
Ven 24 juillet : Compiègne  
Sam 25 juillet : Margny-lès-Compiègne

### Picardie/Baie-de-Somme

Lun 20 juillet et mar 21 juillet : Beauvais  
Mer 22 juillet et jeu 23 juillet : Amiens  
Ven 24 juillet et sam 25 juillet : Abbeville

### Saône-et-Loire

Lun 20 juillet : Mâcon  
Mar 21 juillet : Montceau-les-Mines  
Mer 22 juillet et jeu 23 juillet : Le Creusot  
Ven 24 juillet : Autun  
Sam 25 juillet : Chalon-sur-Saône